

**RELOGEMENT DE 136 FAMILLES DES BÂTISSSES MENAÇANT RUINE****Mécontentement des habitants**

*L'opération de relogement des résidants des habitations menaçant ruine se déroule dans une ambiance tendue. Un rassemblement des potentiels bénéficiaires a eu lieu devant le siège de la daïra de Skikda.*

La décision des autorités locales d'attribuer des logements de type correspondant à celui occupé actuellement par les citoyens en est la cause principale. «J'habite un F3 au 10, avenue Boughamouza, (ex-Maringot), avec mes parents et mes trois frères, et on veut nous évacuer vers des logements de même type à la cité Zeramna dont la superficie est plus petite», nous dira un habitant. Venant à la rescousse, un autre renchérit : «Bizarre ce relogement, on ne prend même pas en considération le nombre de livrets de famille, représentant les familles vivant dans un même appartement.»

Un troisième dira : «Outre le risque mortel auquel nous avons été confrontés plusieurs fois, un autre facteur est venue se greffer à notre longue liste de déboires. Il s'agit de la promiscuité. Les résidants de cette bâtisse, laquelle a été à maintes reprises touchée par des effondrements partiels de ses parties constituantes, s'attendaient à l'attribution de 23 logements sociaux

correspondant aux familles qui y vivent. «Les autorités locales nous ont promis 14 logements, et ce, en fonction du nombre d'appartements recensés», nous dira un membre du comité de quartier. Quel sort est réservé aux récalcitrants ? «Le wali a demandé à ces derniers de mentionner par écrit leur refus dans un document authentifié au niveau des services communaux», selon toujours notre interlocuteur.

Au 49, avenue Kaddour-Belizidia, l'opération de transfert des familles, effectuée, dimanche, à l'aide des camions de l'APC, s'est déroulée sans heurts. 15 membres vivant dans 4 appartements n'ont pas fait preuve de résistance. «On nous a donné un F2 pour mes parents, mon frère et moi. Si demain l'un de nous se marie, ce sera l'encombrement.» A une centaine de mètres plus loin, dans l'immeuble constitué de quatre blocs, 4, 8, 10 et 12 avenue Kaddour-Belizidia, la situation est paradoxale à plus d'un titre. Les logements sont corrects et spacieux, quelques



Photo : DR

habitants, locataires auprès de l'Office de promotion et de la gestion immobilière, ont mis le paquet pour les rendre habitables. Mieux que cela, l'entrée de l'immeuble, les rampes d'escalier et autres parties constitutives ne présentent pas de fissurations flagrantes. «On annonce la réhabilitation de l'édifice, une opération qui peut être effectuée sans l'évacuation des habitants. L'OPGI se préoccupe des espaces relevant de ses prérogatives. A charge des locataires de refaire les retouches nécessaires au sein de leurs habitations», explique un locataire de l'immeuble 8.

Ce n'est pas l'avis du voisin du palier supérieur,

qui est pour l'évacuation mais en fonction des véritables besoins. «Je vis avec mon père, ancien docker, et ma sœur mariée, en plus de 4 enfants, dans un F2 réaménagé pour la circonstance. Ils veulent nous transférer dans un F2 à Zeramna plus exigu. Est-ce admissible ?» s'interroge-t-il.

«Comment se fait-il qu'en quarante ans, je n'ai jamais bénéficié d'un toit décent. Je suis un ancien moudjahid. Je vis dans la buanderie depuis que la propriétaire du logement est retournée au bercail. J'ai un fils marié qui habite avec moi», se lamente Kerrou. Pire, la famille Salhi, habitant au deuxième étage, vit depuis le 14 janvier avec

le plancher d'une des deux chambres effondré. «Toutes les instances compétentes ont effectué le déplacement.

En vain. Rien n'a été fait depuis.» Et dire que deux petits enfants y habitent. Cette opération, chapeautée par la daïra de Skikda, ciblera 136 familles vivant dans 19 immeubles menaçant ruine. Pour le moment deux immeubles au 4, rue Joinville et celui des arcades, pourtant figurant sur la liste établie par les services du CTC, n'ont pas été concernés par l'évacuation. «Y seront exclues toutes les habitations dont les anciens locataires ont bénéficié de logements», selon notre source.

**Zaïd Zoheïr**

**BOUMERDÈS****Tension au sein de l'APC d'Aït-Amrane**

*Il y a de l'agitation dans la commune d'Aït-Amrane. Un blocage et des accusations publiques contre certains responsables ne sont pas à exclure.*

Faisant usage de l'article 15 du code communal qui permet à un tiers du collectif de demander une assemblée générale extraordinaire, sept élus sur les 11 que compte l'APC d'Aït-Amrane (centre de la wilaya de Boumerdès) exigent de leur président (FLN) la convocation de cette réunion. Motif invoqué par le groupe : débat sur le bilan 2008. Le premier vice-président du même parti que le président s'est associé à cette demande.

«Suite à cette démarche collective, un branle-bas de combat s'est déclenché au sein du sérail local», dira un élu contestataire qui tient, pour l'heure, à rester dans des parties qui gravitent autour de l'APC, craignant des révélations et des mises en cause publiques dans certains dossiers. «Appréhendant la position résolue de la partie adverse, le président veut convoquer une assemblée ordinaire lui

permettant de fixer l'ordre du jour. Ce subterfuge qu'il a mis en exécution empêchera les frondeurs d'aborder des questions non inscrites à l'ordre du jour mais qui fâchent», nous confiera une source sûre. Qu'en est-il du côté du président de l'exécutif ? Joint par téléphone, M. Ardjout Rabah nous a confirmé la tenue de cette assemblée, mais qui reste ordinaire. «Divers points y seront inscrits», dit-il avant d'ajouter quant à la demande de ses pourfendeurs : «Il y a la possibilité d'inscrire d'autres points dans les divers». Selon lui,

la prochaine assemblée prendra le temps nécessaire pour débattre de tous les problèmes.

En effet, il circule en ville des insinuations au sujet de la gestion des deniers publics dans cette agglomération.

Par ailleurs, la dégradation de la situation de cette municipalité laisse penser que l'on se dirige probablement vers une reconfiguration politique de l'exécutif communal.

Il faut espérer que les intérêts de la population seront pris en compte par les antagonistes.

**Abachi L.**

**APRÈS LA FERMETURE DE LA GRANDE SALLE DE DIALYSE À GUELMA****Les malades crient à l'indignation**

*Le service de dialyse de l'hôpital Ibn Zohr, situé en plein centre-ville de Guelma, connaît un déficit chronique en termes de prise en charge des hémodialysés de la wilaya.*

Après la fermeture de la grande salle de dialyse, pour travaux, qui perdurent depuis une année, la liste d'attente

des malades s'allonge. «Ce n'est pas notre faute si nous sommes des insuffisants rénaux, de plus démunis.

Nous avons le droit de vivre. Sans la dialyse, nous mourons», s'indigne un quadragénaire.

Le malade a besoin de deux ou trois séances par semaine.

Les hémodialysés dans l'ancienne salle fermée aujourd'hui pour

des travaux qui n'en finissent pas exigent l'intervention des autorités locales pour son ouverture et l'amélioration de la situation au niveau du service de dialyse.

A noter que lors de son passage à l'hôpital Ibn Zohr, le wali de Guelma,

Hamdi Belgacem, a été approché par des hémodialysés qui lui ont exposé le problème.

Suite à quoi, il a donné des instructions fermes pour pour l'achèvement immédiat des travaux.

**A. Boudeffa**

**APW DE RELIZANE 30 enfants circoncis**

Une louable initiative a été prise par le bureau de wilaya de l'Union nationale des femmes algériennes de Relizane (UNFA). Selon la secrétaire, M<sup>me</sup> Kheireddine, une opération de circoncision a touché près de 30 enfants nécessiteux et un trousseau pour fêter la circonstance a même été offert.

Dans la même wilaya, 30 cartables et 30 sachets d'affaires scolaires ont été attribués à cette catégorie. Par ailleurs, pour encourager les lauréats aux différents examens de 5<sup>e</sup> et BEM, le bureau a décerné des cadeaux pour la nouvelle rentrée scolaire 2009/2010.

**A. Rahmane**

**TIARET Deux morts dans une collision**

Un grave accident de la circulation a eu lieu mardi dernier, aux environs de 20h30, au lieu-dit Mcharef à la sortie ouest de Tiaret faisant deux morts, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Le drame s'est produit lorsque une voiture de marque Mégane et un camion de type Toyota roulant en sens inverse se sont frontalement percutés. Les deux victimes qui se trouvaient à bord du véhicule léger étaient âgées de 28 et 38 ans. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de cette collision.

**Mourad B.**

**BORDJ-BOU-ARRERIDJ Le RND et le FLN en conflit**

Divisés politiquement, les partis politiques RND et FLN sont en crise. En effet, la 2<sup>e</sup> session de l'APW de Bordj-Bou-Arreridj qui s'est déroulée le 8 de ce mois, s'est terminée par un divorce entre les élus RND et FLN. La population de Bordj-Bou-Arreridj aurait aimé s'offrir un cadre de rencontre (autorités locales et élus locaux) pour assurer la circulation de l'information sur les projets porteurs d'avenir de manière inventive, d'encourager les débats contradictoires en vue d'une seule action convergente, ample, autour des exigences des acteurs politiques qui seront certainement utiles et constructifs pour la wilaya.

Enfin, si la colère reste très forte, lors des prochaines sessions, le wali devrait penser sérieusement à dégager un budget spécial pour l'achat de poupées en plastique qui serviront d'exutoire pour certains.

**Layachi Salah Eddine**